



**PRÉFET  
DE LA RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
de La Réunion**

Service de prévention des risques et environnement  
industriels  
2 rue Juliette Dodu – CS 41009  
97743 Saint-Denis Cedex 9

Saint-Denis, le 22 avril 2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EDF-PEI SAS**

Tour BP 6  
20 place de la défense  
92800 Puteaux

Références : SPREI/PRCT/CC/71-1355/2026-0601  
Code AIOT : 0007101355

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2026 dans l'établissement EDF-PEI SAS implanté Enceinte Portuaire de Port-Est 97420 Le Port. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale de l'inspection des installations classées.

Cette action nationale vise à contrôler les grandes installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 50 MW, pour lesquelles les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives aux grandes installations de combustion (BREF LCP) sont déjà applicables.

Ce contrôle consiste à vérifier une partie des meilleures techniques disponibles applicables à ces installations dont :

- le type de combustible utilisé dans l'installation de combustion ;
- les périodes OTNOC ;
- le respect des valeurs limites d'émission issues des NEA-MTD du BREF LCP ;
- le respect des nouvelles fréquences de contrôle et des nouveaux paramètres à surveiller ;
- le contrôle sur site des systèmes de traitement de fumées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EDF-PEI SAS
- Enceinte Portuaire de Port-Est 97420 Le Port
- Code AIOT : 0007101355
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

EDF-PEI Port-Est exploite, sur le territoire de la commune du Port, une centrale de production d'électricité constituée de 12 groupes moteur-alternateur totalisant une puissance électrique totale maximale de 225,6 MWth (515,8 Mwth). La centrale du Port assure environ 40% de la production d'électricité de l'île.

Cette production était historiquement assurée par la combustion de fioul lourd TBTS (FO2) et de fioul domestique (FOD) jusqu'en septembre 2023. Le site a fait l'objet de travaux échelonnés durant toute l'année 2023 en vue de sa conversion énergétique à un combustible liquide 100% issu de biomasse (EMAG) : cette conversion est effective sur tous les groupes moteurs depuis octobre 2023.

Le site est désormais encadré par :

- l'arrêté cadre n°2017-523 du 23 mai 2017 reprenant l'ensemble des prescriptions applicables aux installations et intégrant les dispositions liées aux risques accidentels et aux grandes installations de combustion ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-2301/SG/SCOPP/BCPE, délivré le 14 novembre 2022, relatif à la transition énergétique de la centrale, pour son fonctionnement avec de la biomasse liquide.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- AN26 BREF LCP

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Consignes et procédures d'exploitation	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61.I	Demande d'action corrective	1 mois
6	Identification des périodes de démarrage et d'arrêt	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
8	Surveillance en période OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Caractérisation du combustible	Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.2.3	Sans objet
3	Réserve de produits ou matières consommables	Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 2.2.1	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Émissions atmosphériques en période « stabilisée »	Arrêté Préfectoral du 10/03/2026, article 3.1.4 IV	Sans objet
5	Dispositions relatives aux mesures périodiques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32.II	Sans objet
7	Durée des périodes OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a globalement bien intégré les dispositions réglementaires qui s'appliquent à son installation pour prévenir les rejets atmosphériques inappropriés.

Les périodes de démarrage et d'arrêt et les périodes de dysfonctionnement des systèmes de traitement des fumées sont relativement réduites.

Des justificatifs sont attendus concernant certaines procédures de contrôle et concernant les moyens de mesures en périodes de démarrage et d'arrêt.

Certaines procédures internes doivent également être actualisées pour intégrer l'ensemble des mesures de gestion.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Caractérisation du combustible

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.2.3
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, risques chroniques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Les combustibles utilisés répondent aux caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- EMAG : respect de la norme EN 14214 ;</li> <li>- Fioul domestique (FOD) ou gazole non routier (GNR): teneur maximale massique en soufre de 0,1 %.</li> </ul> <p>Des procédures de surveillance de ces critères sont mises en place afin de s'assurer de leur respect à chaque livraison de combustible. Les résultats de ces contrôles sont consignés sur un registre.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant procède à l'analyse des paramètres imposés par la réglementation.</p> <p>Concernant l'EMAG, des analyses sont réalisées avant le chargement sur le navire de livraison et à chaque déchargement. Des analyses mensuelles sont également opérées dans le circuit de distribution.</p> <p>Le fioul domestique est, quant à lui, analysé sur la base d'un échantillon mensuel.</p> <p>Les résultats des analyses sont consignés dans un tableau de suivi.</p>

<p>Les résultats des analyses de l'année 2025 indiquent que les combustibles respectent généralement les exigences imposées par la réglementation et la norme EN 14214.</p> <p>Seule, une analyse présentait un léger dépassement de la teneur en eau imposée par la norme EN 14214. Dans ce cas, l'exploitant précise qu'il contacte son service support (EDF TL) pour définir la gestion qu'il met en œuvre (contre analyse ou autres actions).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Consignes et procédures d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 61.I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, risques chroniques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites qui sont rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les modes opératoires ;</li> <li>- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;</li> <li>[...]</li> <li>- la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions, tel que prévu à l'article 16 du présent arrêté.</li> </ul> <p>Ces consignes sont régulièrement mises à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant, avant la visite d'inspection, de fournir les procédures suivantes : gestion des phases « démarrage » et « arrêt », procédure de gestion des systèmes de traitement dans ces phases spécifiques, procédure de contrôle des dispositifs de traitement des fumées et procédure en cas de dysfonctionnement des systèmes de traitement des fumées.</p> <p>L'inspection constate que les consignes en phases « démarrage » et « arrêt » ne précisent pas la gestion des systèmes de traitement des fumées dans ces phases spécifiques.</p> <p>Il est précisé que le traitement des fumées se fait uniquement par des actions visant à dénitrifier les fumées (injection d'urée et système catalytique SCR).</p> <p>L'exploitant précise que l'injection d'urée liée à la dénitrification a lieu de façon automatisée dès lors que la puissance du moteur atteint 12,7 MWe et que la température des fumées atteint 330°C à l'entrée des 12 réacteurs catalytiques (liés à chacun des 12 moteurs).</p> <p>L'exploitant indique qu'il dispose d'une procédure dite « gamme maintenance » qui précise les actions de contrôle à mettre en œuvre toutes les 3000 h (vérification de routine) ou 18000 h de fonctionnement (vérification approfondie). Cette procédure précise notamment les éléments à contrôler concernant les lances et buses d'injection d'urée.</p> <p>L'exploitant dispose d'une procédure dite « dépassements VLE » qui précise les actions à réaliser en cas de dépassement des valeurs limites d'émission pour 4 paramètres suivis en continu (NOx, CO, Poussières et NH3). Les moyens décrits paraissent complets et appropriés. La procédure prévoit notamment la nécessité de prévenir l'inspection en cas de dysfonctionnement.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant doit compléter la procédure « démarrage-arrêt » en intégrant les éléments relatifs à la gestion des fumées.</p> <p>L'exploitant fournit la procédure dite « gamme maintenance ».</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 3 : Réserve de produits ou matières consommables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/03/2017, article 2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, risques chroniques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant possède sur site une centrale de production d'urée liquide (à partir d'urée en poudre). Le stock d'urée liquide est de 1200 m<sup>3</sup> et représente approximativement une réserve de l'ordre de 20 jours de fonctionnement.</p> <p>Les silos de stockage de l'urée liquide sont équipés d'un système d'alerte à partir d'un volume inférieur à 800 m<sup>3</sup> pour générer une réalimentation du stock.</p> <p>En parallèle, l'exploitant dispose d'un stock stratégique de 1500 T d'urée en poudre chez un fournisseur (TTRAM).</p> <p>L'exploitant suit également l'usure des couches catalytiques (5 couches pour chacun des 12 réacteurs catalytiques). Ce suivi repose sur l'analyse de critères d'usure (durée d'utilisation maximale de l'ordre de 21 000 h, concentration d'ammoniac en sortie et mesures mensuelles des concentrations en oxydes d'azote entre les couches).</p> <p>En fonction des résultats du suivi, l'exploitant remplace les couches usées tout en procédant à un transfert général des différentes couches (les couches neuves sont positionnées pour être les 1ères à recevoir les fumées) afin de garantir une efficacité optimale.</p> <p>L'exploitant dispose de 3 couches catalytiques en réserve sur site en permanence et s'assure de commander les couches de remplacement en suivant un tableau d'usure prévisionnelle (le délai de livraison est de l'ordre de 10 mois).</p> <p>L'inspection a également constaté la présence d'une lance d'injection d'urée équipée de 12 buses de pulvérisation d'urée en stock pour palier à une éventuelle défaillance.</p> <p>L'exploitant précise, en outre, qu'il dispose du réseau national, dit « palier », qui centralise l'ensemble des informations concernant les stocks des centrales EDF PEI afin de fournir du matériel complémentaire si nécessaire dans un délai de 72 h.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Émissions atmosphériques en période « stabilisée »****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/03/2026, article 3.1.4 IV**Thème(s) :** Actions nationales 2026, risques chroniques**Prescription contrôlée :**

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à :

- Des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- Une teneur en O<sub>2</sub> précisée dans les tableaux ci-dessous.

Tableau des VLE pour un fonctionnement avec le combustible biomasse liquide « EMAG » :

Paramètres	Cheminées communes n°A et B (définies à l'article 3.2.3)	Chacun des conduits n°1 à 12
Concentration en O <sub>2</sub> de référence	15,00 %	15,00 %
Poussières	30 mg/Nm <sup>3</sup>	30 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes de soufre (SO <sub>x</sub> ) exprimés en équivalent SO <sub>2</sub> (*)	3 mg/Nm <sup>3</sup>	3 mg/Nm <sup>3</sup>
Oxydes d'azote (NO <sub>x</sub> ) en équivalent NO <sub>2</sub>	225 mg/Nm <sup>3</sup>	225 mg/Nm <sup>3</sup>
Monoxyde de carbone (CO)	250 mg/Nm <sup>3</sup> 175 mg/Nm <sup>3</sup> (1)	250 mg/Nm <sup>3</sup> 175 mg/Nm <sup>3</sup> (1)
Hydrocarbure aromatique polycyclique (HAP)	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>	0,1 mg/Nm <sup>3</sup>
Ammoniac (NH <sub>3</sub> )	20 mg/Nm <sup>3</sup>	20 mg/Nm <sup>3</sup>
Composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) dont le benzène	50 mg/Nm <sup>3</sup> 15 mg/Nm <sup>3</sup> (1)	50 mg/Nm <sup>3</sup> 15 mg/Nm <sup>3</sup> (1)
Métaux lourds (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V +Zn) (**)	5 mg/Nm <sup>3</sup>	5 mg/Nm <sup>3</sup>
Formaldéhyde	15 mg/Nm <sup>3</sup>	15 mg/Nm <sup>3</sup>
Plomb et ses composés exprimée en Pb (**)	1 mg/Nm <sup>3</sup>	1 mg/Nm <sup>3</sup>

Arsenic, Sélénium et Tellure exprimée en (As+Se+Te) (**)	1 mg/Nm <sup>3</sup>	1 mg/Nm <sup>3</sup>
Cadmium, mercure, Thallium et leurs composés exprimée en (Cd+Hg+Tl) (**)	0,05 mg/ Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/ Nm <sup>3</sup> pour la somme	0,05 mg/ Nm <sup>3</sup> par métal et 0,1 mg/ Nm <sup>3</sup> pour la somme

(\*) : concentration mesurée sur une base semi-horaire (pour les autres polluants base horaire)

(\*\*) : valeur limite d'émission moyenne sur une période d'échantillonnage de trente minutes au minimum et de huit heures au maximum

(1) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2030

#### Constats :

Les rapports d'auto-surveillance et du contrôle extérieur indiquent que les valeurs limites d'émission (VLE) sont globalement respectées sur l'ensemble de l'année 2025 et le début de l'année 2026 sauf dans le cas d'incidents ponctuels.

Concernant les incidents ponctuels ayant généré des dépassements des VLE, il est à noter que les mesures effectuées dans l'environnement n'ont pas identifié de dépassement de seuil au niveau des retombées.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Dispositions relatives aux mesures périodiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 32.II

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, risques chroniques

#### Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures prévues à la section 1 du chapitre VI du présent titre par un organisme agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Ce contrôle périodique réglementaire des émissions peut être fait en même temps que le test annuel de surveillance ou le contrôle QAL 2 des appareils de mesure en continu.

#### Constats :

Les rapports fournis par l'exploitant indiquent que certains paramètres ne se font pas sous-accréditation. Il s'agit des paramètres suivants : Se, Sn, Te, Zn et Benzène.

L'inspection confirme qu'il n'existe pas, à ce jour, de laboratoire garantissant des mesures certifiées COFRAC pour ces paramètres.

L'inspection constate que les fréquences de surveillance respectent les dispositions de l'article 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2022.

En dehors de ces éléments, l'inspection note que les rapports fournis sont complets (précisions des conditions de fonctionnement, résultats des blancs de site...).

**Type de suites proposées :** Sans suite



**N° 6 : Identification des périodes de démarrage et d'arrêt**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 14/11/2022, article 3.2.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] Conformément à la décision d'exécution de la Commission n°2012/249/UE, les phases de démarrage et d'arrêt des moteurs sont déterminées comme suit : - Fin de la période de démarrage (charge minimale de démarrage pour une production stable, compatible avec le plein fonctionnement des systèmes de dépollution des fumées) effective dès la réalisation de deux des trois critères suivants : 0 atteinte de 73 % de la puissance nominale soit 31,2 MWth correspondant à 12,7 MWe, 0 température du gaz en sortie du système de traitement des fumées supérieure de 15°C à sa température en entrée, 0 temps écoulé après l'atteinte d'une charge de 73 % supérieur à 60 minutes. - Début de la période d'arrêt (charge minimale d'arrêt pour laquelle il n'y a plus d'électricité disponible pour le réseau, compatible avec le plein fonctionnement des systèmes de dépollution des fumées) : atteinte de 73 % de la puissance nominale soit 31,2 MWth correspondant à 12,7 MWe.
<b>Constats :</b>  La procédure de traitement des périodes OTNOC de l'exploitant indique uniquement l'utilisation de 2 des 3 critères pour identifier la fin de la période de démarrage (le critère comparant les températures du gaz en entrée et sortie du système de traitement n'est pas indiqué dans la procédure).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant doit intégrer les 3 critères prévus à sa procédure de comptabilisation du temps de démarrage ou fournir un Porter à Connaissance (PAC) relatif à la modification des critères qu'il retient pour l'identification des périodes de démarrage et d'arrêt.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Durée des périodes OTNOC**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 34
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, risques chroniques
<b>Prescription contrôlée :</b>  [...] La durée des périodes d'exclusion visées à l'alinéa précédent peut dépasser 5 % sans excéder 10 % pour les installations situées dans les zones non-interconnectées.

**Constats :**

L'exploitant précise dans les rapports d'autosurveillance les durées des périodes de démarrage et d'arrêt et d'indisponibilité des systèmes de traitement des fumées.

L'exploitant précise que l'incrémentation des durées liées aux périodes de démarrage et d'arrêt se fait de façon automatisée alors que l'incrémentation des durées d'indisponibilité des systèmes de traitement des fumées se fait par remontée quotidienne des données de dysfonctionnement par les équipes chargées du suivi.

La durée moyenne des périodes OTNOC est de 1,67 % pour l'année 2025 et est principalement liée aux périodes de démarrage et d'arrêt.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Surveillance en période OTNOC**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 30-1

**Thème(s) :** Actions nationales 2026, risques chroniques

**Prescription contrôlée :**

Dans les délais mentionnés au VII de l'article 3 du présent arrêté, pour les chaudières, turbines ou moteurs dont la puissance est supérieure ou égale à 15 MW, la surveillance des émissions dans l'air lors des phases OTNOC peut s'effectuer par des mesures directes des émissions, ou par le contrôle de paramètres de substitution s'il en résulte une qualité scientifique égale ou supérieure à la mesure directe des émissions.

Les émissions au démarrage et à l'arrêt (DEM/ARR) peuvent être évaluées sur la base d'une mesure précise des émissions effectuée au moins une fois par an pour une procédure DEM/ARR typique, les résultats de cette mesure étant utilisés pour estimer les émissions lors de chaque DEM/ARR tout au long de l'année.

**Constats :**

L'exploitant indique qu'il utilise ses propres moyens de mesures pour estimer les émissions dans ces phases spécifiques.

L'inspection indique que les analyseurs en continu ne sont en général pas aptes à mesurer des concentrations trop élevées liées aux phases « démarrage » et « arrêt » des appareils de combustion. Les mesures réalisées pourraient être en dehors de la gamme d'étalonnage de l'appareil de mesure en continu et ne pas fournir de valeurs fiables.

L'exploitant avait fait réaliser des mesures précises en phase démarrage en 2018 lorsque l'installation fonctionnait avec du fioul lourd. L'exploitant n'a pas réalisé de nouvelles mesures par un prestataire externe depuis cette date malgré le changement de combustible.

Les mesures faites par l'exploitant indiquent que les phases « démarrage » et « arrêt » généreraient une quantité totale d'oxydes d'azote correspondant à 4 % des émissions totales et une quantité totale de monoxyde de carbone correspondant à 2 % des émissions totales.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit justifier que ses moyens de mesures garantissent un niveau de mesure de qualité égale ou supérieure à la mesure directe des émissions par un organisme agréé.

Pour ce faire, l'exploitant doit notamment fournir la gamme de mesure des appareils en place, indiquer la plage des valeurs mesurées et fournir tout élément permettant de garantir la fiabilité des données.

Dans le cas où l'exploitant ne pourrait justifier un niveau de mesure de qualité égale ou supérieure à la mesure directe des émissions par un organisme agréé, il lui appartiendra de présenter les mesures correctives qu'il met en place pour estimer ces mesures avec un niveau de fiabilité respectant les exigences réglementaires.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois